



## PERSPECTIVES : ASIE DU SUD

# Le nouveau gouvernement du Bhoutan sera confronté à des défis économiques et à une concurrence régionale pour le pouvoir



### À RETENIR

Le 9 janvier, les électeurs du Bhoutan ont reconduit au pouvoir le Parti démocratique du peuple (PDP) de l'ancien premier ministre Tshering Tobgay, qui a exercé le pouvoir de 2013 à 2018, affirmant ainsi la position du parti selon laquelle la relance de la croissance économique est une priorité absolue. Ce pays himalayen d'environ 775 000 habitants, célèbre pour son utilisation d'un nouvel indicateur de développement, le [Bonheur national brut](#) (BNB), a récemment été confronté à un taux de chômage élevé et à une baisse des recettes touristiques. Les élections ont été suivies de près par les deux voisins concurrents du Bhoutan : L'Inde, qui a toujours considéré le Bhoutan comme faisant partie de sa sphère d'influence, et la Chine, qui cherche à étendre sa présence dans la région.

### EN BREF

- Ces élections générales étaient les quatrièmes depuis que le Bhoutan est passé d'une monarchie absolue à une démocratie parlementaire en 2008. Le PDP, d'[orientation libérale](#), a remporté 30 sièges, et le parti Bhoutan Tendrel a obtenu les 17 sièges restants au sein du parlement du pays, qui compte 47 membres.
- Lors d'un tour préliminaire en novembre, le parti de centre-gauche Druk Nyamrup Tshogpa (DNT) au pouvoir a été éliminé, les électeurs ayant choisi deux partis sur cinq pour participer au tour final qui s'est tenu le 9 janvier. Depuis l'adoption d'un système parlementaire, le peuple bhoutanais a éliminé le

gouvernement en place lors de chacune des quatre élections nationales.

- Les dernières élections ont eu lieu dans un contexte où l'économie du pays, qui pèse [trois milliards de dollars](#), est confrontée à des difficultés considérables, notamment un taux de chômage des jeunes de [29 %](#) et un « [exode](#) » d'un [nombre record](#) de jeunes à la recherche d'un emploi vers l'étranger.
- En octobre, le Bhoutan et la Chine ont tenu leur [25<sup>e</sup> série](#) de pourparlers à Pékin afin de résoudre un différend concernant leur frontière de 477 kilomètres. Si un accord est conclu, Thimphu et Pékin devraient établir des relations diplomatiques officielles.
- Le Canada est l'un des deux seuls pays du G7 (avec le Japon) à entretenir des relations diplomatiques avec la nation himalayenne.

### IMPLICATIONS

**Le Bhoutan s'efforce de trouver un équilibre entre la croissance économique et le développement durable.** En 2023, le Bhoutan a réduit de 50 % sa taxe de développement durable (*Sustainable Development Fee*, SDF), une taxe touristique destinée à compenser le carbone généré par l'activité touristique, en la ramenant de 200 \$ US par nuit à 100 \$ US, afin d'aider l'industrie touristique du pays à se remettre des revers du COVID-19. La taxe de développement durable a été un enjeu majeur de la campagne électorale, révélant les tensions entre la priorité donnée à la croissance économique et l'impératif de protection de

l'environnement. Lors de sa campagne électorale, le PDP a promis de revoir cette taxe et de supprimer les [obstacles](#) à la croissance du secteur touristique.

L'économie du Bhoutan reçoit habituellement très peu d'investissements étrangers. Toutefois, le PDP a promis d'augmenter les investissements directs étrangers ([IDE](#)) à 8 milliards de dollars canadiens (500 milliards de ngultrums bhoutanais), contre 698 millions de dollars canadiens (43 milliards de ngultrums bhoutanais) actuellement, notamment en développant les énergies renouvelables, en particulier l'énergie hydroélectrique et les [centrales solaires](#).

**Le Bhoutan doit également gérer la dynamique des pouvoirs régionaux.** L'Inde, alliée de longue date du Bhoutan et son [principal](#) partenaire commercial et de développement, considère le pays comme une zone tampon avec la Chine. New Delhi a « [guidé](#) » la politique étrangère de Thimphu dans le cadre d'un traité bilatéral de 1949 jusqu'en 2007, date à laquelle le traité a été [remanié](#). L'Inde a des raisons de se réjouir du résultat des élections de la semaine dernière ; l'empressement apparent de Lotay Tshering, premier ministre sortant de la DNT, à établir des [relations diplomatiques](#) avec la Chine a fait craindre à l'Inde que Pékin ne rapproche Thimphu de son orbite. Les observateurs indiens ont donc accueilli avec [soulagement](#) le départ de Tshering.

La Chine a également courtisé le Bhoutan en lui apportant une [aide](#) financière et sécuritaire par le biais de mesures telles que l'initiative mondiale pour le développement et l'[Initiative mondiale pour la sécurité](#), ce qui a provoqué une réaction diplomatique de la part de New Delhi. Le nouveau gouvernement bhoutanais devra maintenant relever le défi de maintenir l'équilibre entre les deux puissances régionales.

## QUELLE EST LA SUITE :

- **En quoi consistera l'accord frontalier définitif avec la Chine ?**

En 2021, Thimphu et Pékin ont signé un protocole d'entente (PE) qui a débouché sur une [feuille de route en trois étapes](#) pour régler leurs problèmes frontaliers.

Toutefois, en décembre 2023, un rapport de [Chatham House](#) a montré des images satellite d'implantations chinoises sur la frontière nord contestée du Bhoutan. Selon ce rapport, Pékin s'attend désormais à un accord « qui consolide ses acquis », ce qui devrait conduire à une présence chinoise permanente dans la région contestée. Les spéculations vont bon train : Thimphu pourrait accéder aux revendications chinoises en raison de l'irréversibilité apparente des implantations. Cette éventualité serait alarmante pour New Delhi, qui a son propre conflit territorial avec Pékin.

- **Initiatives en faveur du développement durable, possibilités de coopération internationale**

En décembre, le roi du Bhoutan, Jigme Khesar Namgyel Wangchuck, a dévoilé le projet la ville de « pleine conscience » de *Gelephu*, *Gelephu Mindfulness City*, une région administrative spéciale de 1 000 km<sup>2</sup> jugée essentielle pour inverser la tendance à l'exode des jeunes. Ce centre économique situé dans la région frontalière méridionale du Bhoutan vise à attirer des « [entreprises non polluantes](#) », à se concentrer sur le développement durable, comme l'exploitation de l'énergie hydroélectrique, et à établir des liaisons pour le pays enclavé qu'est le Bhoutan. Considéré comme l'initiative favorite du roi, le projet devrait être une priorité pour le [nouveau gouvernement](#), comme l'ont promis les candidats avant l'élection.

Les initiatives du Bhoutan en faveur du développement durable pourraient ouvrir la voie à une coopération plus étroite avec les partenaires internationaux. Le Canada est l'un des deux seuls pays du G7 (avec le Japon) à entretenir des relations diplomatiques avec la nation himalayenne. Des efforts visant à renforcer les échanges bilatéraux dans le domaine des énergies renouvelables, telles que l'hydroélectricité, et des produits alimentaires biologiques semblent être en cours. En tant que partenaire de développement, le [Fonds canadien d'initiatives locales](#) d'Ottawa finance des projets de développement au Bhoutan depuis plus de quarante ans.